

<http://pierre-alainmillet.fr/Il-y-a-urgence-pour-la-France-d'une-autre-politique-d'une>



Conseil de métropole des 25-26 septembre 2023

Il y a urgence pour la France d'une autre politique, d'une autre société !

- Interventions - Conseil métropolitain du Grand Lyon -



Date de mise en ligne : lundi 25 septembre 2023

Copyright © Blog Vénissien de Pierre-Alain Millet - Tous droits réservés

Monsieur le président, chers collègues

Je vous avais dit en introduction de notre conseil du 26 juin La France va mal (â€!), incapable non seulement d'ouvrir l'espoir d'une vie plus juste, mais aussi incapable de se parler dans une démocratie écartelée entre marketing publicitaire des réseaux et actions violentes. La société craque, des milliers d'individus craquent.

C'était prémonitoire, le 26 juin, veille du drame de Nanterre, du crime d'un policier dans une fuite en avant contre un encore adolescent, suivi de 5 jours d'émeutes où oui, la France a craqué.

J'évoquais la crise du service public de santé, notamment de la psychiatrie, de la protection de l'enfance, du logement et aussi la place de la violence après les affrontements entre manifestants dans Lyon, après les saccages de mairies en marge des manifestations du printemps.

Nous allons évoquer dans ce conseil l'anniversaire de la marche non violente pour l'égalité des droits et contre le racisme, il faut dire que la semaine d'émeutes a été un terrible anniversaire pour la politique de la ville !

On ne peut le comprendre sans faire le lien entre ces violences et la profonde crise démocratique qui marque la France depuis des années. Au fonds, et nous le disons en toute fraternité à tous, l'anniversaire de la politique de la ville, c'est en fait l'anniversaire de la trahison de la gauche qui devait changer la vie, mais qui s'est changée elle-même en gestionnaire d'une société inégale, violente, injuste ; jusqu'à sortir la France de sa souveraineté gaullienne et de sa place mondiale indépendante pour en faire le meilleur élève de l'OTAN, un pays de seconde zone qui ne porte plus de valeurs pour les pays du Sud. Les élus communistes étaient souvent bien seuls dans les événements organisés pour la journée mondiale de la paix ce 21 septembre dernier.

L'effet politique des émeutes a été d'abord une terrible dérive des idées vers l'extrême-droite, dans les médias bien sûr ,dénonçant pêle-mêle, parents irresponsables, école permissive et politique de la ville gabegie. Mais c'est aussi une réaction populaire de colère contre les violences, contre ceux qui attaquaient non pas le système, l'injustice ou même l'état, mais au contraire le cadre de vie des habitants populaires. Ce que disaient massivement les familles des minguettes sur le marché du 8 juillet était clair « *pourquoi brûler nos poubelles, nos voitures, nos stations de bus ? pourquoi attaquer nos écoles, nos commerces, nos transports, nos logements ?* » La fracture politique béante sur laquelle nous alertons depuis longtemps conduit à cette division terrible dans les milieux populaires eux-mêmes, qui conduit des habitants à dénoncer l'éducation qui ne permettrait plus de « *taper sur les enfants* » comme je l'ai trop entendu de parents faisant même parfois référence au droit de la famille de leur pays d'origine. Et l'absence des filles dans ces émeutes, fait terriblement écho aux réactions qui disent que les femmes doivent s'occuper des enfants, une terrible régression sociétale masquée derrière les bulles médiatiques de metooâ€!

Pour la gauche, il y a urgence à porter une réponse politique à la hauteur de cette France qui craque. Mais c'est un défi qui concerne toutes les forces républicaines, et les polémiques politiciennes et médiatiques ne font qu'aggraver les fractures démocratiques et citoyennes. Car tous les gouvernements qui se sont succédé depuis 40 ans ont

Il y a urgence pour la France d'une autre politique, d'une autre société !

contribué à défaire les services publics, imposer la précarité contre les droits, aggraver les inégalités et les injustices avec des fortunes qui explosent et la grande pauvreté qui détruit les solidarités, avec une France émietlée qui ne retrouve une ambition collective que pour quelques grands matchs sportifs bien vite oubliés.

Pour la gauche, il faut dire clairement comme je le faisais le 26 juin La violence pour l'action sociale est d'abord une source de division, une justification des répressions. Il y a toujours des mouvements de colère qui peuvent dégénérer, mais quand on travaille à unir les habitants des quartiers populaires, je peux vous assurer qu'on sait que la violence entre citoyens est une impasse. Mais pour toutes les forces gouvernementales, il faut aussi dire que la violence de l'état comme réponse aux conflits sociaux est une impasse pour la démocratie.

On voit bien que la répression des trafics par exemple, pourtant de plus en plus efficace ces dernières années, ne résout aucun problème tant les frontières sont des passoires pour les réseaux de trafiquants, tant les addictions de toute sorte se développent dans la crise du sens et de l'humain sans réponse de santé publique massive, tant l'enfance en danger dont nous parlerons aussi dans ce conseil est délaissée par une politique publique qui fragilise les associations et les acteurs de la prévention, laissant trop souvent cette enfance en danger comme main d'œuvre exploitable par les voyous.

C'est la même impasse pour la chasse aux migrants qui fuyaient la guerre et la misère, exploités jusqu'au pire par les passeurs, massivement refusés par les états européens installant des prisons indignes au sud, pourchassés en France même de squatts en squatts, y compris chez nous dans ces situations ubuesques de familles syriennes qui ne peuvent être reconduites à la frontière mais dont le préfet affirme qu'il ne les relogera pas, laissant les bailleurs et les communes face à des squatts dans le logement social, des tentes dans nos parcs et aucune solution légale. Bien évidemment, les migrants sont aussi dans ces conditions les proies faciles de tous les réseaux de trafics.

Cette situation est le contexte dans lequel nous préparons le futur contrat de ville. Il est urgent de défendre le principe d'une politique de la ville qui répare les injustices territoriales et sociales, et même d'affirmer qu'elle est totalement insuffisante au plan social pour les actions sur l'emploi, l'insertion, la culture, la démocratie, le sport, l'environnement, qu'elle ne compense pas du tout les inégalités de droit commun qui font que contrairement aux discours médiatiques, on dépense moins dans les quartiers populaires qu'ailleurs dans l'ensemble des politiques de droit commun.

Le droit commun devrait être au cœur des politiques de la ville, en mobilisant massivement l'éducation nationale, le système public de santé, la police et la justice. Le droit commun devrait se fixer l'ambition d'éradiquer enfin ces points de deals que la seule répression des trafics ne fait pas reculer malgré son efficacité contre les réseaux, mais des réseaux qui se reconstituent plus vite encore. Et j'en profite pour dire clairement à tous ceux qui nous parlent de régularisation que les consommateurs de stupéfiants des beaux quartiers n'ont qu'à organiser eux-mêmes leur distribution plutôt que de venir honteusement contribuer au pourrissement des quartiers populaires.

Et même sur la rénovation urbaine qui est une des réussites de la politique de la ville, il faut arrêter de la construire dans la fuite en avant d'action logement qui doit reconstituer ses fonds presque seule ressource de l'ANRU par une politique de construction qui n'est trop souvent plus au service des projets urbains des villes. L'état doit reprendre la main, débloquer de vrais budgets nationaux d'aide à la pierre, et lancer un grand plan de construction de logements sociaux diversifiés, pour retrouver le sens d'un logement public pour tous, et sortir de la contradiction invivable entre les injonctions à la mixité sociale et la réalité d'une politique enfermant le logement social dans un logement des plus pauvres

Permettez-moi avant de conclure un message de jeunesse et d'espoir, et une invitation à participer au prochain grand rendez-vous de la ville de Vénissieux et notamment à une de ses tables rondes intitulée « *politique de la ville, à quand la fin des inégalités* » dans laquelle interviendra entre autre le vice-président Renaud Payre, mais aussi une

Il y a urgence pour la France d'une autre politique, d'une autre société !

jeune fille des minguettes, lauréate d'un concours d'éloquence organisé par la ville et qui concluait de cette belle phrase évoquant l'engagement des jeunes de quartier pour sortir de toute prédestination sociale, « *plus la lutte est difficile, plus la victoire est belle* ».

Et je ne peux que conclure comme en Juin par un appel à une réaction politique à cette crise sociale violente qui défait la France, excusez-moi de cette auto-citation : Nous ne sortirons pas de la crise démocratique par une réforme institutionnelle mais par un puissant mouvement d'engagement populaire, fondé sur l'effort collectif pour se comprendre, partager et construire, loin des violences et de la haine de l'autre qu'on rencontre trop souvent, un mouvement pour une nouvelle citoyenneté qui aillent chercher aux sources des révolutions françaises une nouvelle république sociale.